

# **Quadrillage militaire au Cachemire « indien », ombre chinoise au Cachemire « pakistanais »**

mardi 25 octobre 2016, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2016).

Le Cachemire est situé à l'extrémité occidentale de l'Himalaya. Frontalier de l'Afghanistan, ce territoire est aujourd'hui divisé : sous administration et occupation indienne au centre et au sud du pays, pakistanaise au nord-ouest et chinoise au nord-est. En 1947, lors de la partition de l'Empire des Indes britannique (opérée selon une logique confessionnelle), la grande majorité de sa population étant musulmane, il aurait dû être intégré au Pakistan ; mais il était alors un « Etat princier » vassalisé par Londres et dirigé par un maharaja hindou, étranger, prêt à opter pour l'Inde.

C'est dans ce contexte qu'éclata la première guerre indo-pakistanaise, le cessez-le-feu laissant place à une ligne de démarcation (et non à une frontière reconnue par traité). Aujourd'hui, l'Inde contrôle l'Etat du Jammu-et-Cachemire ; le Pakistan l'Azad Cachemire et le Gilgit-Baltistan ; quant à la Chine, elle a pris possession de l'Aksa Chine et de la vallée de Shaksgam, l'ancien Trans-Karakoram Tract, sur le haut plateau tibétain.

**Gilgit-Baltistan.** L'influence de la Chine au Pakistan est très importante, mais pendant longtemps elle n'a pas provoqué de tension ouverte au Cachemire. La situation change. Pékin a poursuivi une politique de « mise en valeur » des confins himalayens. Un « corridor économique » est maintenant en chantier qui doit permettre de relier Kashgar (dans la province du Xinjiang chinois) au port pakistanaise de Gwadar, sur la mer d'Arabie. L'accès aux mers chaudes est un enjeu est proprement stratégique pour la direction chinoise dans le cadre des « nouvelles routes de la soie » (maritime et terrestre) qu'il ouvre entre l'Orient extrême et l'Europe.

L'inquiétude de la population est vive au Gilgit-Baltistan, confrontée à de gigantesques travaux d'infrastructure, à une concurrence inégale des produits chinois et à une main mise grandissante de la Chine à ses frontières. Elle a déjà vécu ce que ce type de développement peut provoquer comme désastres écologiques et humains - et à quel point l'application d'un régime d'exception « antiterroriste » peut la museler [1].

**Jammu-et-Cachemire.** Mais c'est côté Inde que la situation est aujourd'hui la plus tendue. Des mouvements irrédentistes réclament le rattachement au Pakistan - et quelques autres la reconstitution d'un Etat indépendant regroupant toutes les régions aujourd'hui séparées. La région n'a jamais été pacifiée. Les armées se font face sur 120 km de front. Les services secrets poursuivent des opérations de déstabilisation avec l'aide, côté pakistanaise, de mouvements islamistes radicaux. New Delhi n'a jamais organisé le scrutin d'autodétermination promis en 1948, sa politique se réduisant pour l'essentiel à la répression et à une tentative d'intégration forcée.

Rien que ces vingt dernières années, le gouvernement indien annonce quelque 40.000 victimes Cachemire - dont 21.000 qualifiés de terroristes, réels ou supposés. Les organisations de droits civiques avancent elles le chiffre de 100.000 morts. Les racines de la résistance populaire à l'occupation indienne sont avant tout endogènes. Ainsi, l'exécution sommaire en juillet dernier de Burhan Wani, un populaire commandant du Hizbul Mujahideen, a une nouvelle fois mis le feu aux

poudres. Depuis, une chape de plomb s'est abattue sur le territoire. Quadrillage militaire, médias muselés, assassinats, viols, pouvoirs spéciaux accordés à l'armée et impunité garantie aux corps de répression, campagne de haine contre les Cachemiris alimentée en Inde via les réseaux sociaux, mobilisation de l'idéologie hindouiste radicale pour identifier tout musulman à un terroriste...

Les Cachemiris se retrouvent otages du jeu de trois puissances régionales, soumis à une occupation militaire brutale dans le Jammu-et-Cachemire. Le plus urgent est d'assurer, côté indien, une aide aux victimes de la terreur d'Etat, de sanctionner les exactions commises par les militaires et paramilitaires et de réunir enfin les conditions de l'exercice du droit d'autodétermination, avec notamment la démilitarisation du territoire et la restauration de la liberté de presse.

**Pierre Rousset**

---

---

## Notes

[1] Voir la violence de la répression judiciaire exercée contre Baba Jan et ses compagnons de cellules, ESSF (article 38231), [Gilgit Baltistan \(Pakistan\) - Urgent Action : "I, therefore, urge you to take action to immediately release Baba Jan and the other defenders, and withdraw the trumped up charges against them"](#).